



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/43/537

S/20125

15 août 1988

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-troisième session

Points 23, 72, 130 et 137 de l'ordre
du jour provisoire*

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE
ETATS

DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON
VOISINAGE ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-troisième année

Lettre datée du 15 août 1988, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour information, le texte des allocutions de M. Khieu Samphan, Vice-Président du Kampuchea démocratique chargé des affaires étrangères, prononcées à Bogor (Indonésie) au cours de la Réunion informelle de Djakarta, dans l'après-midi du 25 juillet et le 28 juillet 1988 (annexes I et II), ainsi que celui de sa déclaration de presse faite le 28 juillet 1988 à l'issue de la réunion (annexe III).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 23, 72, 130 et 137 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) THIOURN Prasith

* A/43/150.

ANNEXE I

Allocution prononcée par le Vice-Président du Kampuchea démocratique chargé des affaires étrangères à la Réunion informelle de Djakarta à Bogor dans l'après-midi du 25 juillet 1988

Monsieur le Président,
Altesse Royale,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord permettez-moi de joindre ma voix à celle de S. E. M. Son Sann pour dire combien nous sommes reconnaissants à S. E. M. Soeharto, au Gouvernement et au peuple indonésiens pour leur ferme soutien à la cause du peuple du Kampuchea pour la libération nationale.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer mes sincères remerciements à vous, Monsieur le Président, pour vos efforts inlassables en vue d'organiser cette réunion informelle. Je voudrais aussi vous dire combien nous apprécions l'hospitalité que vous nous accordez dans cette cité historique de Bogor.

J'ai demandé à prendre la parole pour ajouter quelques commentaires à ce que S. E. M. Son Sann a déjà dit en ce qui concerne les éléments fondamentaux pour un règlement pacifique du problème du Kampuchea.

La nécessité de clarifier la nature du problème du Kampuchea

Tout d'abord, je crois que la réunion d'aujourd'hui atteste la nécessité de clarifier la nature du problème du Kampuchea qui est fondamentalement un problème d'agression et d'occupation étrangères. Par conséquent, en vue de trouver une solution au problème du Kampuchea, nous ne pouvons pas mettre de côté cet aspect fondamental du problème. Si nous le faisons, nous nous engagerons dans la voie de la confusion. Nous n'aboutirons à rien. Il est certain que nous ne trouverons pas de solution. Permettez-moi de vous donner un exemple de ce que je veux dire à propos de cette confusion.

M. Nguyen Co Thach a déclaré qu'il s'agit de confrontation entre deux forces kampuchéennes. Mais en réalité, des organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies ont clairement déclaré que le problème qui prévaut au Kampuchea est l'occupation du pays par les forces armées étrangères.

Un autre exemple de confusion qui nous empêcherait de nous attaquer au problème du Kampuchea : si nous ne savons pas quel est le véritable problème au Kampuchea, nous ne pourrions pas savoir à qui et où nous adresser pour trouver une solution. Voici un autre exemple : l'on pourrait être amené à accuser les 117 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire la majorité écrasante des Etats Membres, qui chaque année, depuis 1979, ont demandé le retrait total des troupes étrangères du Kampuchea. Et, je le répète, nous serons amenés à accuser ces pays d'avoir cherché à s'ingérer dans les affaires intérieures du Kampuchea. Alors que, en fait, le principal responsable du problème du Kampuchea cherche à s'esquiver. C'est pourquoi il est absolument essentiel pour nous de voir quelle est la véritable nature du problème du Kampuchea.

Ceci est le premier point que je veux ajouter. J'en viens maintenant au deuxième point.

Le Viet Nam abuse des mots pour perpétuer l'occupation du Kampuchea

Je voudrais attirer l'attention de tous les participants ici présents sur les termes utilisés tels que "un Kampuchea indépendant et non-aligné". Ces mots n'auront aucune signification - ils seront même abusés - si le Kampuchea continue d'être occupé par les forces étrangères.

Il en est de même pour les termes "le droit du peuple du Kampuchea à l'autodétermination". Il en va de même pour le terme "réconciliation nationale". La réconciliation nationale est la plus profonde aspiration du peuple kampuchéen. C'est notre aspiration. Mais une telle aspiration ne pourra jamais être réalisée aussi longtemps que nous avons des forces étrangères dans notre pays. Elle ne peut être réalisée que dans un Kampuchea indépendant et souverain. Sinon, cela ne peut que signifier : demander à la résistance nationale de déposer les armes.

Il en est de même pour les termes "stabilité, paix et coopération entre les pays de la région du sud-est asiatique". Ainsi, je pense qu'il est important d'attirer votre attention sur la nécessité de clarifier la véritable signification de ces mots.

Pour conclure, je voudrais dire que pour atteindre l'objectif d'un Kampuchea indépendant, souverain, neutre et non aligné en vue de permettre au peuple du Kampuchea de décider de sa propre destinée et d'exercer son droit à l'autodétermination, en vue de réaliser une véritable réconciliation nationale entre tous les Kampuchéens sans exclusion quel que ce soit, et en vue de contribuer à la paix, la sécurité et la coopération à tous les niveaux entre les pays et la région, en vue de réaliser tout cela je voudrais demander à la République socialiste du Viet Nam qui occupe mon pays, le Kampuchea, depuis déjà près de 10 ans, si elle est prête à retirer toutes ses troupes du Kampuchea suivant un calendrier bien déterminé sous contrôle international, dans le cadre d'un accord bien précis, et non sur la base d'une déclaration unilatérale que personne ne peut croire, car il n'y a aucun contrôle international.

Il n'est pas besoin de dire, Monsieur le Président, que pour nous qui combattons sur les champs de bataille, nous savons bien qu'il n'y a jusqu'ici aucun retrait des troupes étrangères.

Tels sont quelques éléments que je voulais apporter à votre attention parce que je pense qu'ils sont vitaux pour nous.

Je vous remercie de votre attention.

ANNEXE II

Allocution prononcée par le Vice-Président du Kampuchea démocratique
chargé des affaires étrangères à la réunion informelle de Djakarta

Bogor, le 28 juillet 1988

Ce que cache "la liaison entre les deux questions clefs"

Monsieur le Président,
Altesses royales,
Excellences, Mesdames et Messieurs.

Avec votre permission, je voudrais faire connaître à la réunion le point de vue de notre délégation sur le paragraphe 6 de votre déclaration que vous venez de faire sur les travaux de la présente réunion à Bogor sur la situation au Kampuchea.

Mais avant de le faire, je voudrais une fois de plus rendre un vibrant hommage à vos inlassables efforts déployés personnellement pour le bon déroulement des travaux de la réunion.

Quant au libellé du paragraphe 6, je regrette infiniment qu'il soit maintenu dans sa forme actuelle qui risque de porter un grave préjudice à la cause de libération nationale du peuple du Kampuchea.

D'abord, ce paragraphe parle de "deux questions fondamentales" qui sont liées ensemble. Notre délégation ne peut accepter cette relation entre ces deux questions. Car il est de notoriété internationale que le problème du Kampuchea est né de l'agression du Kampuchea par la République socialiste du Viet Nam. C'est là la seule et véritable situation qui prévaut au Kampuchea depuis l'agression et l'invasion vietnamiennes au Kampuchea en décembre 1978. Par conséquent, rien ne saurait justifier, comme le reconnaissent le droit international et la Charte des Nations Unies, cette agression. Lier, comme le fait votre déclaration, cette question fondamentale à celle concernant la politique intérieure passée au Kampuchea reviendrait alors à admettre la violation des principes sacrés du droit international et de la Charte des Nations Unies, et à ouvrir la porte à d'autres violations de ces mêmes principes par d'autres pays plus puissants à l'encontre de leurs voisins plus faibles, et à leur permettre de se poser en juge des affaires intérieures de ces derniers. Ce serait alors un dangereux précédent pour la communauté internationale et une source perpétuelle de tension et de conflits graves dans les relations entre Etats.

A cet égard, je voudrais aussi signaler à l'attention de la réunion que, avant hier et hier, lors de ses conséquences de presse, M. Nguyen Co Thach a induit en erreur sciemment la communauté internationale en prétendant qu'il y a déjà eu un accord de la réunion pour lier les soi-disant "deux questions fondamentales". L'on se demande pourquoi il s'est précipité à faire de telles déclarations à la presse. C'est que le Viet Nam veut exploiter le fait de lier ces deux questions pour perpétuer son occupation du Kampuchea. Nous dénonçons cette manoeuvre perfide.

Aujourd'hui, tout le monde sait que la partie du Kampuchea démocratique est une des forces patriotiques importantes qui se bat depuis 10 ans, en union avec les deux autres forces patriotiques du gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, contre l'occupation vietnamienne sur les champs de bataille au Kampuchea, et que les agresseurs vietnamiens cherchent, par tous les moyens, à l'éliminer afin de réaliser leur ambition de "Fédération indochinoise" sous domination vietnamienne. Tout le monde sait aussi que c'est cette force patriotique qui constitue l'obstacle majeur à l'expansionnisme vietnamien dans la région. Par conséquent, il est regrettable qu'on puisse mettre cette force patriotique qu'est la partie du Kampuchea démocratique sur le même pied d'égalité avec les forces vietnamiennes d'agression au Kampuchea.

Je suis convaincu que l'avenir se chargera d'apporter la lumière, si besoin est, sur la vérité à ce sujet, à savoir que la partie du Kampuchea démocratique est animée d'un profond patriotisme et qu'elle place les intérêts supérieurs du peuple et de la nation, c'est-à-dire la survie nationale, au-dessus de toute autre considération politique et idéologique. A cet égard, je me permets de rappeler une fois de plus ici que la partie du Kampuchea démocratique s'est engagée et s'engage solennellement devant notre peuple et la communauté internationale :

1. A ne revenir, en aucun cas, à la politique des années 1975-1978;

2. A s'unir avec toutes les forces patriotiques du Kampuchea pour mener la lutte de libération nationale, et même à accepter, après le retrait des troupes vietnamiennes, de former avec le régime de Phnom Penh un gouvernement provisoire quadripartite sous la direction de S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk, dans l'esprit de la réconciliation nationale de tous les Kampuchéens sans considération de leur passé politique ou idéologique, pour bâtir un nouveau Kampuchea indépendant, uni, pacifique, neutre et non aligné, dans le cadre d'une démocratie libérale, et sans la présence de bases militaires étrangères sur son sol.

C'est là la politique stratégique de la partie du Kampuchea démocratique dictée par la survie de notre peuple et de notre nation, face à la politique expansionniste de "Fédération indochinoise" vietnamienne. Car même si un jour les forces vietnamiennes sont obligées de se retirer totalement du Kampuchea, le danger vietnamien d'avaler et d'annexer le Kampuchea dans la "Fédération indochinoise" restera toujours présent à la porte de notre pays.

Dans cette situation géo-politique où se trouve le Kampuchea, notre peuple se doit de rester uni et vigilant. Pour défendre leur indépendance et assurer leur survie nationale, notre peuple et notre pays ont toujours besoin, à présent comme à l'avenir, du soutien puissant et chaleureux de la communauté internationale, en particulier celui de l'ANASE.

Comme il a été renouvelé dans notre déclaration tripartite du 25 juin 1988, nous sommes toujours prêts à coopérer avec les pays de l'ANASE et la communauté internationale dans la recherche d'une garantie efficace de l'application loyale d'un accord éventuel pour une solution globale du problème du Kampuchea, en particulier sur les mesures à prendre pour empêcher une partie d'éliminer une autre et de prendre le pouvoir pour elle seule.

En terminant, je me permets de saisir cette occasion pour renouveler notre plus profonde gratitude à tous les pays épris de paix et de justice, en particulier les pays de l'ANASE, pour leur soutien noble et puissant accordé à la juste lutte de notre peuple et de notre gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique pour la libération et la survie nationale.

ANNEXE III

Déclaration de presse faite le 28 juillet 1988 par le Vice-Président
du Kampuchea démocratique chargé des affaires étrangères

Tirant profit de la Réunion informelle de Djakarta, le Ministre vietnamien des affaires étrangères, Nguyen Co Thach, a donné plusieurs conférences de presse en vue de tromper la communauté internationale. La délégation de la partie du Kampuchea démocratique se sent obligée de faire une mise au point pour éclairer l'opinion publique mondiale, sur les deux questions suivantes :

1. Au cours de ses conférences de presse des 26 et 27 juillet, Nguyen Co Thach a dit que la Réunion informelle de Djakarta s'est mise d'accord pour dire qu'il y a deux questions clefs au problème du Kampuchea : l'une concerne le retrait des forces vietnamiennes, et l'autre a trait aux mesures visant à empêcher la partie du Kampuchea démocratique de revenir au pouvoir. Il a aussi dit que la Réunion ne s'est pas mise d'accord sur les moyens pour assurer cet empêchement.

Conformément à cette logique de liaison des deux questions, le Viet Nam aurait maintenant le droit de maintenir ses forces d'invasion et d'occupation au Kampuchea, aussi longtemps que les mesures ne sont pas adoptées pour empêcher la partie du Kampuchea démocratique de revenir au pouvoir. Il est certain que le Viet Nam fera tout son possible pour imposer ses propres conditions.

En fait, pour l'immense majorité de la communauté internationale et les Nations Unies, il est clair que le problème du Kampuchea est né de l'invasion et l'occupation vietnamiennes. Elles ont également rejeté tous les prétextes avancés par le Viet Nam pour justifier son occupation du Kampuchea. Le Viet Nam doit inconditionnellement et totalement retirer ses forces du Kampuchea.

Nous voulons informer la communauté mondiale qu'à la Réunion informelle de Djakarta, les trois parties du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique ont unanimement demandé à Nguyen Co Thach si la République socialiste du Viet Nam accepte de retirer toutes ses forces du Kampuchea, suivant un calendrier défini et sous contrôle international, dans le cadre d'un accord sur une solution politique globale du problème du Kampuchea. Nguyen Co Thach a rejeté cette question.

Dans notre déclaration tripartite du 25 juin 1988, nous avons fait connaître une nouvelle fois que nous sommes prêts à coopérer avec les pays de l'ANASE et la communauté internationale dans la recherche d'une garantie efficace pour l'application sincère et loyale d'un accord éventuel sur une solution globale du problème du Kampuchea, notamment sur les moyens d'empêcher une partie d'éliminer une autre partie et de prendre le pouvoir pour elle seule.

2. Nguyen Co Thach a aussi prétendu que les quatre parties kampuchéennes se sont mises d'accord sur beaucoup de questions. En faisant un tel mensonge éhonté, Nguyen Co Thach a montré que le Viet Nam continue de poursuivre des manœuvres perfides en vue d'occuper le Kampuchea pour toujours à travers son régime fantoche installé à Phnom Penh, suivant sa stratégie de "Fédération indochinoise".